

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Du 19 août au 6 septembre 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

+0,4%

La croissance du deuxième
trimestre en Afrique du Sud -
StatsSA

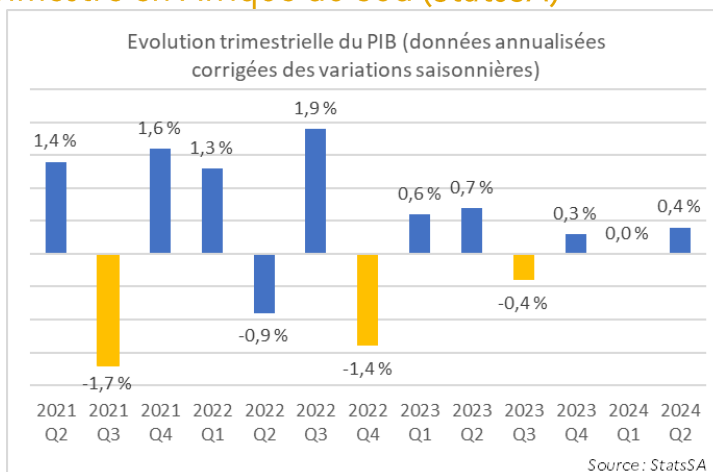
Zoom sur la croissance du deuxième trimestre en Afrique du Sud (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), le PIB a augmenté de 0,4% au deuxième trimestre de l'année 2024 (évolution trimestrielle corrigée des variations saisonnières), après une stagnation au trimestre précédent. Sur les six premiers mois de l'année, il enregistre ainsi une progression de 0,4% par rapport à la même période de l'année précédente.

Sept secteurs sur dix ont connu une hausse de leur activité au cours du trimestre, en particulier les secteurs financier (+1,3%, soit une contribution positive de 0,3 point à la croissance), en croissance pour le sixième trimestre consécutif, du commerce de détail (+1,2%, soit +0,1 point) et manufacturier (+1,1%, soit +0,1 point). La production « d'électricité, gaz et eau » a également progressé sur la période (+3,1%, soit +0,1 point), alors qu'aucun délestage électrique n'a été enregistré au cours du trimestre. A l'inverse, les secteurs des transports (-2,2%, soit -0,2 point) et de l'agriculture (-2,1%, soit -0,1 point) se sont contractés, sous l'effet d'une diminution du transport routier et de conditions météorologiques défavorables.

Du point de vue de la demande, l'activité a été portée par la consommation des ménages (+1,4%, soit une contribution positive de 0,9 point à la croissance totale), résiliente malgré le maintien de taux d'intérêt élevés. La dégradation des performances du commerce extérieur sud-africain (augmentation des importations et diminution des exportations) continue en revanche de tirer l'activité vers le bas (contribution négative à la croissance de -0,6 point).

Les marchés, qui anticipaient une hausse plus importante (+0,5% en g.t) ont réagi défavorablement à cette annonce: le rand s'est déprécié de 0,9% sur la journée face au dollar (17,97 ZAR pour 1 USD), l'indice Top 40 (qui regroupe les dix plus grande capitalisations boursières de la bourse de Johannesburg) se contractant de son côté de 1,6%. Le rand connaît toutefois une dynamique favorable depuis la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale, ayant enregistré le 29 août sa meilleure performance depuis juillet 2023 vis-à-vis de la devise américaine (17,68 ZAR pour 1 USD).



Sommaire :

Afrique australe

- A l'occasion du Forum Chine-Afrique (FOCAC) à Pékin, plusieurs projets économiques mis à l'honneur (*The Citizen*)

Afrique du Sud

- En Afrique du Sud, le projet de nouvelle centrale nucléaire mis en pause pour de nouvelles consultations publiques (*News24*)
- Plusieurs partenaires internationaux, dont Proparco, financent la production de vaccins en Afrique par Aspen (*Engineering News*)
- L'inflation à la consommation ralentit à 4,6% en juillet (*SARS*)
- Le FMI plaide pour une consolidation budgétaire (*FMI*)
- Le Président Ramaphosa supprime le ministère des Entreprises publiques et approuve la création d'une nouvelle agence des infrastructures de l'eau (*Engineering News*)
- L'Afrique du Sud s'apprête à finaliser le cadre légal permettant la participation du secteur privé dans les chemins de fer et les ports (*Engineering News*)
- L'indice de confiance des entreprises atteint son plus haut niveau depuis deux ans (*BER*)
- Le dirigeant d'Implats estime qu'aucune nouvelle mine de platine ne sera ouverte en Afrique du Sud (*Reuters*)
- La ville du Cap obtient un financement supplémentaire de 2,8 Mds ZAR (140M EUR) pour ses infrastructures (*Engineering News*)
- IDEMIA remporte un appel d'offres pour produire les nouveaux permis de conduire à puce en Afrique du Sud (*ITWeb*)

Angola

- Standard & Poor's maintient sa notation souveraine à B- (*Standard & Poor's*)
- Le gouvernement angolais autorise la vente de 15 % du capital d'UNITEL et de 15 % du capital de la banque BFA
- Projet d'autoroute de 1 400 km reliant le nord au sud du pays financé grâce à un PPP
- La JICA va accorder un financement de 270 MUSD pour des infrastructures de transmission électrique

Botswana

- La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,25 point (*Bank of Botswana*)
- Le deuxième plus gros diamant de l'histoire a été découvert au Botswana (*Le Monde*)

Mozambique

- Le Président Mozambicain se déplace au sommet chinois FOCAC 2024 (*Gouvernement*)

Zambie

- La crise énergétique en Zambie s'aggrave, impactant le secteur minier (*Agence Ecofin*)

Zimbabwe

- La Banque centrale publie son rapport de politique monétaire (*Reserve Bank of Zimbabwe*)

Afrique australe

A l'occasion du Forum Chine-Afrique (FOCAC) à Pékin, plusieurs projets économiques mis à l'honneur (*The Citizen*)

La Chine organise du mercredi 4 septembre au vendredi 6 septembre le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), rendez-vous trisannuel, qui réunit un grand nombre de chefs d'Etats africains dont le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, le président namibien Nangolo Mbumba, le premier ministre lesothan Sam Matekane, le président mozambicain Filipe Nyusi, le président botswanais Mokgweetsi Masisi, le président malawite Lazarus Chakwera, le président zambien Hakainde Hichilema et le président sud-africain Cyril Ramaphosa. [Le président zambien a notamment signé le 4 septembre 2024, avec le président chinois Xi Jinping et la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan un Mémoire d'Entente sur le projet de revitalisation du chemin de fer de l'Autorité ferroviaire Tanzanie-Zambie \(TAZARA\), qui avait déjà été annoncé.](#) Pour rappel, cette ligne de chemin de fer a pris une importance accrue ces dernières années alors que les projets de corridors régionaux dans la région, à l'instar de celui de Lobito, se multiplient. Cette tendance est liée au rôle de plus en plus central joué par les minéraux stratégiques dans la transition énergétique, comme par exemple pour les véhicules électriques, que les pays de la région comme la Zambie contiennent en abondance. La Chine avait déjà annoncé cette année vouloir investir 1 Md USD dans la rénovation du chemin de fer de TAZARA afin de renforcer l'implantation chinoise dans le secteur en Zambie et de ce fait les exportations vers la Chine. Dans la foulée, la Banque Mondiale avait octroyé un don de 270 M USD afin de renforcer le transport et la connectivité le long de ce même corridor, en se concentrant sur le tronçon Serenje-Mpika et le poste-frontière de Nakonde.

Afrique du Sud

En Afrique du Sud, le projet de nouvelle centrale nucléaire mis en pause pour de nouvelles consultations publiques (*News24*)

Le 16 août dernier, le ministre de l'Energie et de l'Electricité Kgosientsho Ramokgopa a décidé le report du projet de 2 500 MW d'énergie nucléaire pour relancer de nouvelles consultations publiques. Cette décision intervient en réponse aux inquiétudes concernant la transparence du processus d'achat et face à la nécessité d'une participation publique demandée par deux organisations de la société civile, Earthlife Africa et l'Institut de l'environnement des communautés religieuses d'Afrique australe (*Southern African Faith Communities' Environment Institute Earthlife Africa*). Tout en réaffirmant son soutien au projet, le ministre souhaite ainsi éviter un manque de confiance autour du processus d'appel d'offres, et a donc annoncé la réouverture de consultations publiques pour deux ou trois mois. Pour rappel, le précédent ministre de l'énergie, Gwede Mantashe, a signé une décision en décembre 2023 pour procéder à un appel d'offres d'une centrale nucléaire de 2 500 MW d'énergie nucléaire, pour une mise en service prévue en 2032 ou 2033.

Plusieurs partenaires internationaux, dont Proparco, financent la production de vaccins en Afrique par Aspen (*Engineering News*)

La Société financière internationale (SFI), Proparco, l'institution allemande de financement du développement (DEG) et la Société financière internationale de développement (DFC) des États-Unis ont annoncé un prêt de 500M EUR au sud-africain Aspen Pharmacare afin de soutenir la production et la distribution de médicaments et de vaccins en Afrique.

Plus précisément, le financement soutiendra la stratégie « Manufacturing in Africa for Africa » d'Aspen qui, en partenariat avec des multinationales pharmaceutiques, vise à améliorer la production et l'accessibilité des médicaments essentiels sur le continent, notamment les insulines et les vaccins

pédiatriques. Cette annonce s'inscrit dans la continuité du lancement du African Vaccine Manufacturing Accelerator (AVMA) au Global Forum for Vaccine Sovereignty à Paris en juin en présence du président Macron. L'AVMA est un programme de financement de 1,2 Mds USD destiné à stimuler la production de vaccins en Afrique. L'Union Africaine s'est fixé l'objectif que 60 % des vaccins africains soient fabriqués sur le continent d'ici à 2040.

L'inflation à la consommation ralentit à 4,6% en juillet (SARS)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la consommation (CPI) a atteint 4,6% sur un an au mois de juillet, après 5,1% au mois de juin. C'est le cinquième mois consécutif de baisse de l'indicateur, qui atteint ainsi son plus faible niveau en trois ans, proche de l'objectif de la Banque centrale (4,5%, soit le milieu de sa fourchette cible de 3 à 6%). Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix restent le « logement, eau et électricité » (+5,3%, soit une contribution positive de 1,3 point à l'inflation totale), les « produits alimentaires, boissons et tabac » (+4,5%, soit +0,8 point) et les « transports » (+4,2%, soit +0,6 point), dont l'inflation atteint son plus faible niveau depuis dix mois. Dans ce contexte, la majorité des observateurs anticipent une baisse du taux directeur de la Banque centrale (8,25%) lors du prochain comité de politique monétaire, qui se tiendra le 19 septembre prochain. En parallèle, l'inflation des prix à la production (PPI) a atteint 4,2% au mois de juillet, soit son plus bas niveau depuis sept mois, laissant présager une poursuite du ralentissement de la hausse des prix pour les consommateurs. L'indicateur, largement inférieur aux anticipations des observateurs (4,8%), est porté principalement par les postes « charbon, produits pétroliers et chimiques » (+5%, soit une contribution de 1,2 point à l'inflation totale, malgré la baisse des prix pétroliers), « produits alimentaires, boissons et tabac » (+3,5%, soit +1 point) et « métaux, machines et équipements » (+4,9%, soit +0,7 point). A noter que la hausse des prix pétroliers devrait continuer de ralentir en lien avec la baisse des prix à la pompe à partir du 4 septembre (-4,1% à 21,79 ZAR pour le litre

d'essence et -3,9% pour le diesel à 19,59 ZAR).

Le FMI plaide pour une consolidation budgétaire (FMI)

Dans un rapport examiné le 27 août dernier par le conseil d'administration du FMI, l'institution monétaire internationale a adressé plusieurs recommandations à l'Afrique du Sud. Le fonds, qui évaluait la capacité de l'Afrique du Sud à rembourser le financement d'urgence (*Rapid Financing Instrument*) de 4,2 Mds USD dont elle a bénéficié en juillet 2020 (capacité jugée satisfaisante), note que la trajectoire prise par les finances publiques est peu soutenable : alors que le gouvernement table sur une stabilisation de la dette, qui culminerait à 75,3% du PIB sur l'exercice 2025/2026 avant de décroître progressivement, le FMI prévoit une augmentation continue de celle-ci, qui atteindrait 84,0% en 2029/30. En conséquence, l'institution monétaire recommande à l'Afrique du Sud de réduire ses dépenses de 3 points de PIB, la mobilisation d'une partie des réserves de la Banque centrale pour désendetter l'Etat (*Gold and Foreign Exchange Contingency Reserve Account – GFECRA*) ne pouvant pas se substituer à la mise en œuvre d'une véritable politique de consolidation budgétaire. Le FMI encourage également le gouvernement sud-africain à mener des réformes dans les secteurs de l'électricité et des transports, dont les difficultés pèsent fortement sur la croissance. Celle-ci a néanmoins été revue légèrement à la hausse (prévisions de 1,0% en 2024 et de 1,3% en 2025). Le FMI incite enfin la Banque centrale à faire preuve de prudence lors de l'assouplissement monétaire à venir, en veillant à ce que l'inflation se maintienne durablement dans la partie inférieure de sa cible.

Le Président Ramaphosa supprime le ministère des Entreprises publiques et approuve la création d'une nouvelle agence des infrastructures de l'eau (Engineering News)

Le 26 août, le président Cyril Ramaphosa a confirmé la disparition du ministère des Entreprises publiques, absent du Gouvernement d'Union Nationale, en réattribuant à différents ministères les

tutelles de chaque entreprise publique. La nouvelle répartition est la suivante : Alexkor sera supervisé par le ministre des ressources minérales et pétrolières, Denel par le ministre de la défense et des anciens combattants, Eskom par le ministre de l'électricité et de l'énergie, Safcol par le ministre des forêts, de la pêche et de l'environnement et South African Airways, South African Express et Transnet par le ministre des transports. Le Président a en parallèle approuvé le projet de loi sur l'Agence nationale sud-africaine pour les infrastructures des ressources en eau (NWRIA), qui prévoit la création d'une nouvelle entreprise publique chargée de développer et de gérer les infrastructures hydriques de l'Afrique du Sud. La nouvelle agence vise à remédier à la fragmentation actuelle de la gestion des ressources en eau entre le ministère de l'eau et de l'assainissement (DWS), le Trans-Caledon Tunnel Authority et la Water Trading Entity.

L'Afrique du Sud s'apprête à finaliser le cadre légal permettant la participation du secteur privé dans les chemins de fer et les ports (Engineering News)

Selon la ministre des Transports Barbara Creecy, l'Afrique du Sud prévoit d'achever dans les six mois un cadre légal permettant aux entreprises privées d'utiliser les infrastructures portuaires et ferroviaires appartenant à l'État. Ce principe, approuvé fin 2023 par le gouvernement, pourrait aider ce dernier à résoudre les graves problèmes logistiques qui ont freiné la croissance économique. La ministre n'a pas donné plus de détails sur les spécificités de ce cadre légal à part qu'il servira de guide sur la manière dont le gouvernement travaille avec des tiers et ouvrira la voie à un appel aux entreprises intéressées pour qu'elles fassent des propositions. La procédure semble plus avancée concernant le secteur ferroviaire où le gouvernement, en collaboration avec les entreprises et les syndicats, a créé le *National Logistics Crisis Committee* (NLCC) afin d'apporter une réponse coordonnée et intégrée à l'ampleur de la crise. Il est notamment en charge de l'élaboration de la stratégie gouvernementale (*Freight Logistics Roadmap*). En attendant, le réseau

ferroviaire et les ports sud-africains continuent de souffrir des années de sous-investissement, de scandales de corruption et de vandalisme. Cette situation freine fortement le potentiel de croissance du pays. L'indice de performance des ports à conteneurs de la Banque mondiale et de S&P Global pour 2023 avait ainsi nommé Le Cap le port le moins performant et le moins compétitif au monde en 2023, sur 405 ports évalués. Le port de Ngqura est avant-dernier tandis que celui de Durban est 399^{ème} et enfin celui de Port Elizabeth se situe au 391^{ème} rang.

L'indice de confiance des entreprises atteint son plus haut niveau depuis deux ans (BER)

L'indice de confiance des entreprises (RMB/BER Business Confidence Index) a atteint 38 points au troisième trimestre de 2024. En hausse de trois points sur le trimestre et de huit points en six mois, il enregistre son plus haut niveau depuis le quatrième trimestre 2022. Ce sondage, le premier depuis la mise en place au début de l'été d'un gouvernement d'unité nationale, traduit toutefois une situation toujours dégradée, seuls quatre sondés sur dix affichant un niveau de confiance satisfaisant. Alors que l'absence de délestage électrique depuis le 26 mars et la stabilité gouvernementale soutiennent la confiance des acteurs, la demande reste insuffisante, pénalisée par les pressions sur les consommateurs (taux d'intérêt et d'inflation élevés) et le faible dynamisme de la demande extérieure.

Le dirigeant d'Implats estime qu'aucune nouvelle mine de platine ne sera ouverte en Afrique du Sud (Reuters)

Selon le directeur général d'Impala Platinum Nico Muller, il existe peu de perspectives d'ouverture de nouvelles mines de platine en Afrique du Sud, alors que l'industrie est confrontée à une forte chute des prix. L'entreprise ne compte ainsi pas relancer les projets qu'elle avait interrompus en Afrique du Sud et au Zimbabwe. Selon le directeur général, la raison de cette chute des prix serait la croissance du marché des véhicules électriques, qui ne disposent pas de pots d'échappement, et n'ont donc pas besoin

de catalyseurs contenant des métaux du groupe platinoïdes (PGM). Cette nouvelle déclaration ne fait que confirmer la forte zone de turbulences que traverse le secteur minier des PGM dont l'Afrique du Sud est le leader mondial. En mai dernier, Anglo-American, alors au cœur d'une tentative de rachat avortée de la part du groupe australien BHP et propriétaire d'Amplats (numéro 1 mondial des PGM), avait dévoilé un plan de restructuration consistant à se séparer de cette dernière entité jugée non stratégique. Selon les analystes, les prix des platinoïdes, dont l'Afrique du Sud est le premier producteur mondial, et du palladium, resteront inférieurs à 1 000 dollars l'once cette année en raison d'un surstockage. Les deux prix sont actuellement aux alentours de 930 USD pour une once (28,3495g). En début d'année, le palladium était à environ 1 080 USD l'once et le platine à 1 000 USD l'once.

La ville du Cap obtient un financement supplémentaire de 2,8 Mds ZAR (140M EUR) pour ses infrastructures (Engineering News)

La ville du Cap a obtenu de la International Finance Corporation (IFC), organisation du Groupe de la Banque mondiale consacrée au secteur privé, un prêt de 2,8 Mds ZAR (140M EUR) pour ses infrastructures, sachant qu'elle souhaite investir dans ce domaine 39,5 Mds ZAR (2 Mds EUR) entre juin 2024 et juin 2027. Ce programme d'investissement vise à améliorer les infrastructures essentielles en matière d'eau et d'assainissement, de transport et d'électricité, et à créer sur trois ans 130 000 emplois liés à la construction. Outre l'approbation du financement de l'IFC, le conseil a également approuvé un financement de 3,5 Mds ZAR (175M EUR) de la Nedbank et a bénéficié l'année dernière d'un prêt de 100 M EUR de la part de l'Agence française de développement (AFD), à un taux plus favorable que le marché. Ce dernier financement permet à la ville d'investir dans plusieurs catégories d'infrastructures, notamment l'eau et l'assainissement (49 %), la mobilité urbaine (24 %) et l'accès à l'électricité (17 %).

IDEMIA remporte un appel d'offres pour produire les nouveaux permis de conduire en Afrique du Sud (ITWeb)

Le ministère des transports (DOT) sud-africain a annoncé mercredi 3 septembre que la filiale locale de l'entreprise française IDEMIA avait remporté l'appel d'offres d'environ 900M ZAR pour produire les nouveaux permis de conduire du pays. Le ministère a indiqué que le choix de l'entreprise française avait été approuvé le 8 août dernier. IDEMIA l'a emporté face à Ren-form Corporate Print Media, NEC XON, Muehlbauer ID Services et Gemalto Altron Fintech Southern Africa, filiale de Thales. De plus amples informations sur les délais devraient être mises à la disposition du public une fois que l'accord de service aura été signé. Ce choix confirme la bonne implantation dans le pays d>IDEMIA qui est notamment chargé de mettre en œuvre le système d'identification biométrique automatisé (ABIS) du ministère de l'intérieur (DHA) depuis 2021. Néanmoins, l'entreprise viendrait de se voir annuler un contrat à hauteur de 20M EUR pour la fourniture de systèmes biométriques et de reconnaissance faciale pour les aéroports d'Afrique du Sud, selon Airports Company South Africa (ACSA).

Angola

Standard & Poor's maintient sa notation souveraine à B- (Standard & Poor's)

Le 16 août 2024, l'agence Standard & Poor's a maintenu la note souveraine de l'Angola à B-, avec une perspective stable. Cette décision reflète la dépendance actuelle du pays à l'égard du pétrole (et des devises), malgré la réduction du stock de dette cette année. S&P souligne que cette décision témoigne des efforts du gouvernement pour stabiliser la production pétrolière, contrôler les dépenses publiques et réduire la dépendance du pays à l'égard des prêts chinois liés à un collatéral pétrole. L'agence précise que la capacité de l'Angola à honorer ses obligations en matière de dette est limitée par ses vulnérabilités budgétaires et extérieures. Même si le service de la dette aura diminué d'ici la fin de l'année 2024, l'agence avertit que la crédibilité du gouvernement restera

soumise aux mouvements défavorables du taux de change et aux fluctuations du secteur pétrolier, jusqu'à ce que l'économie se diversifie effectivement et de manière significative. Les économistes rappellent que les agences de notation n'ont pas dégradé « leur opinion sur la qualité du crédit souverain de l'Angola » malgré une faible diversification économique et la chute des prix du pétrole (2022-2023), qui a contribué à la violente dépréciation de la monnaie mi-2023 (-38 %) face au dollar. Cependant, ils soulignent le fait qu'elles n'ont pas, non plus, amélioré leur notation, pointant ainsi l'ampleur des défis économiques auxquels est confronté le deuxième plus grand producteur de pétrole d'Afrique sub-saharienne (3ème d'Afrique). « Les besoins élevés de financement externe et la vulnérabilité continue du pays au cours du pétrole et aux chocs de taux de change empêchent l'Angola d'améliorer sa notation », concluent-ils. S&P reconnaît que la récente révision du produit intérieur brut (PIB) a révélé une économie 13 % plus importante que les estimations précédentes. Toutefois, la croissance économique par habitant reste faible en raison des chocs successifs et de l'inflation élevée. Pour cette année, S&P prévoit une croissance économique de 3 % (2,4 % pour le FMI), ce qui représente une amélioration significative par rapport à la croissance de 0,9 % en 2023. Les prévisions pour 2025 sont de 2 % (2,8 % pour le FMI), avec une expansion plus modérée de 1,6 % attendue pour les deux années suivantes (à contre-courant des prévisions du Fonds qui table sur 3,3 % en 2026 et 2027). En ce qui concerne la dette publique, son poids sur le PIB devrait s'améliorer, passant de 70,6 % en 2023 à 61,3 % en 2024, avec une nouvelle réduction attendue pour atteindre 57 % en 2025 (respectivement 73,9 %, 58,5 % et 52,1 % pour le FMI).

Le gouvernement angolais autorise la vente de 15 % du capital d'UNITEL et de 15 % du capital de la banque BFA

Dans le cadre du programme de privatisation PROPRIV (2ème phase de 2023 à 2026), géré par l'IGAPE (Institut national de gestion des actifs de l'Etat) et par l'ordonnance présidentielle 195/24 du 23 août, le gouvernement angolais est autorisé à procéder à la vente de 15% du capital

d'UNITEL, premier opérateur de téléphonie mobile d'Angola. Le processus s'effectuera par le biais d'une introduction en bourse (IPO) dûment autorisée des actions d'UNITEL S.A. Sur cette part de 15 % du capital, 13 % sont destinés au grand public et aux investisseurs institutionnels, résidents et non-résidents ; 2 % du capital est réservé aux employés d'Unitel. Le capital d'Unitel est aujourd'hui détenu à 100 % par l'État, dont 50 % par l'IGAPE et 50 % par Sonangol. Le processus est similaire pour la vente, par introduction à la bourse de Luanda, de 15 % du capital de BFA, par le décret présidentiel 194/24 du 23 août. Ces deux opérations doivent s'achever d'ici la fin du 1er semestre 2025.

Projet d'autoroute de 1 400 km reliant le nord au sud du pays financé grâce à un PPP

[Le Président de la République a autorisé la signature d'un Memorandum of Understanding \(MoU\) avec la société China and Bridge Corporation](#) pour la préparation des études et des documents nécessaires pour le lancement de l'appel d'offres, dans le cadre d'un partenariat public-privé, pour la construction de l'autoroute reliant Soyo (Province de Zaïre au nord) à Santa Clara (province de Cunene au Sud) sur une distance de 1 400 km. Le ministère des travaux publics, de l'urbanisme et du logement, signataire du MoU, aura la charge de la mise en œuvre du projet.

La JICA va accorder un financement de 270 MUSD pour des infrastructures de transmission électrique

[Le gouvernement angolais va signer un contrat de financement de 270 MUSD avec l'Agence de coopération internationale du Japon \(JICA\)](#) pour la réalisation de travaux de construction de lignes de transmission et de sous-stations au sud du pays. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la « Stratégie Angola 2050 », qui reflète la vision future du pays. Il prévoit différents scénarios de croissance économique et sociale et définit les objectifs globaux et sectoriels du pays.

Botswana

La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,25 point (*Bank of Botswana*)

Le 22 août, le comité de politique monétaire de la Banque centrale (*Bank of Botswana*) a abaissé son taux directeur de 0,25 point pour la deuxième fois consécutive. Il atteint désormais 1,9%, soit une baisse de 0,75 points depuis décembre 2023. L'institution justifie sa décision par le niveau décevant de la croissance, dont les perspectives ont été revues à la baisse (1% en 2024, contre 3,6% en avril) malgré un premier trimestre dynamique (+5,3% au T1 2024). Le ralentissement de la croissance toucherait l'ensemble des secteurs, y compris le secteur minier, grevé par la baisse de la demande de diamants. Les prévisions de recettes d'exportations ont ainsi été revues à la baisse, contraignant fortement les dépenses publiques. Dans ce contexte, l'inflation, non portée par la demande, reste maîtrisée (+3,7% en g.a en juillet, et prévision de 3% en 2024, soit -0,2 point par rapport à la précédente estimation). Le prochain comité de politique monétaire se tiendra le 31 octobre.

Le deuxième plus gros diamant de l'histoire a été découvert au Botswana (*Le Monde*)

Un diamant de 2 492 carats, le deuxième plus gros jamais trouvé, a été découvert dans la mine Karowe au Botswana, exploitée par la société canadienne Lucara Diamond Corp. En termes de carats il est seulement dépassé par le « Cullinan », de plus de 3 100 carats, mis au jour dans la mine du même nom en Afrique du Sud en 1905 et qui fut taillé en plusieurs morceaux, dont les plus gros ornent la Couronne britannique. Cette découverte fait suite à d'autres découvertes importantes à Karowe, notamment le Lesedi La Rona de 1 109 carats. La pierre a été trouvée à l'aide d'une technologie de détection par rayons X utilisée depuis 2017. Cette technologie permet d'identifier et préserver les diamants de grande valeur afin qu'ils ne se brisent pas lors des processus de broyage du minerai. Cette technologie mise en avant par cette

découverte historique est un atout majeur pour Lucara dans un contexte de baisse des prix sur le marché des diamants. Cette baisse est principalement due à l'émergence des diamants de synthèse et la mise en place de règles strictes de certification afin d'écarter des marchés du G7 les diamants venant de Russie.

Mozambique

Le Président Mozambicain se déplace au sommet chinois FOCAC 2024 (*Gouvernement*)

Le 4 septembre dernier, le président mozambicain Filipe Nyusi a rencontré à Pékin le président chinois Xi Jinping, dans le cadre du forum de coopération Chine-Afrique. Intervenant un mois avant les élections générales mozambicaines, cet entretien a eu lieu à un moment peu propice à ce type d'exercice, et peu de résultats concrets semblent en être ressortis : expression par les deux pays de leur volonté globale d'approfondir leurs liens de coopération dans les secteurs des infrastructures (notamment logistique et énergie), les mines, l'agriculture, la sécurité et le numérique ; et signature de deux MoU concernant l'exportation vers la Chine de produits agricoles de relativement faible importance (noix de cajou, macadamia, etc.), ainsi que dans le domaine des médias (numérisation de Radio Mozambique).

Zambie

La crise énergétique en Zambie s'aggrave, impactant le secteur minier (*Agence Ecofin*)

La crise énergétique en Zambie, déjà historique, s'aggrave dans un pays dont 85% de l'électricité vient de barrages. Cela est dû à la sécheresse engendrée par le phénomène climatique El Nino. Malgré un accord d'importation d'électricité de 200 MW supplémentaires avec le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, les signaux négatifs continuent à s'accumuler avec des coupures d'électricité qui pourront affecter jusqu'à 17 heures par jour la population à partir du 1^{er} septembre.

Dernier signal négatif en date, ZESCO a annoncé que les niveaux d'eau extrêmement bas du lac Kariba, 8% des

capacités potentielles de stockage vont entraîner l'arrêt de la centrale électrique de Kariba North Bank à partir du 14 septembre 2024. En conséquence, la compagnie minière britannique Jubilee Metals a annoncé le 27 août la signature d'un accord d'achat d'électricité renouvelable de trois ans avec Lunsemfwa Hydro Power Company (LHPC). Elle imite son concurrent canadien First Quantum Minerals qui a signé un accord similaire avec GreenCo en mai dernier. Plus précisément, LHPC va construire une centrale solaire de 20 MW pour répondre partiellement aux besoins en électricité de Jubilee Zambia au cours des 12 prochains mois. L'accord d'achat d'électricité comprend une option permettant à Jubilee d'obtenir 10 MW supplémentaires d'énergie solaire avec un rabais de plus de 30 % par rapport aux tarifs d'achat d'électricité initiaux. Le but de ces opérations est de réduire la dépendance des entreprises minières, actives en particulier dans le secteur du cuivre zambien, auprès de la compagnie nationale d'électricité zambienne ZESCO qui a annoncé en juin une réduction de 40 % de l'approvisionnement énergétique des compagnies minières.

l'inflation (respectivement -2,4%, 0%, -0,1% et +1,4% en glissement mensuel de mai à août). La prime de change sur le marché parallèle, relativement contenue les premiers mois (autour de 30% en juin et juillet), aurait toutefois fortement progressé au mois d'août, atteignant plus de 70% à la fin du mois.

Zimbabwe

La Banque centrale publie son rapport de politique monétaire (*Reserve Bank of Zimbabwe - RBZ*)

Le 30 août, la Banque centrale du Zimbabwe a publié son rapport de politique monétaire à mi-parcours. Lors de son comité de politique monétaire annuel du 4 avril, l'institution avait pour rappel annoncé la création d'une nouvelle devise adossée à un panier de réserves, le *Zimbabwe Gold* (ZiG), et abaissé son taux directeur à 20% (contre 130% précédemment). Elle estime désormais que cette nouvelle politique a concouru à la stabilité monétaire, annonçant un renforcement des réserves adossées au ZiG (+30%, pour atteindre 375 MUSD au 30 juin). Selon un sondage en ligne de la RBZ, la volonté de procéder à des paiements en ZiG serait passée de 8% en avril à 79% au mois de juin. La Banque centrale attribue cette évolution à la stabilité du taux de change (qui s'est maintenu entre 13,2 et 13,8 ZiG pour 1 USD au taux officiel) et de

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	05/09/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	17,8 ZAR	-0,1%	4,0%	7,5%	2,9%
Angola	918,2 AOA	-1,7%	-4,5%	-10,1%	-9,7%
Botswana	13,2 BWP	-0,3%	1,8%	2,5%	0,8%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	26,2 ZMW	-0,9%	-1,8%	-21,7%	1,7%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr